



Grenoble : les “handi-citoyens” interpellent les politiques locaux sur les « pannes-prisons » d'ascenseurs



Joël Kermabon



24 avril 2021



FOCUS - Des membres du Syndicat des handi-citoyens de l'Alliance citoyenne de Grenoble ont interpellé les responsables politiques locaux devant le siège de la Métropole, ce vendredi 23 avril 2021. Leurs objectifs ? Dénoncer les “pannes-prisons” d'ascenseurs et alerter sur leur difficulté d'aller et venir. Ce suite à un rapport réalisé par l'association militante **l'Alliance citoyenne mettant en lumière l'impact des longues pannes sur les personnes handicapées.**



© Joël Kermabon - Place Gre'net

« J'ai peur de ne pas pouvoir sortir de chez moi à cause d'une panne d'ascenseur le jour de mon mariage », témoigne Ghalia. Salariée à la [Maison de l'autonomie](#) du Département de l'Isère, la jeune femme faisait partie des quelques membres du Syndicat des [handi-citoyens](#)¹ rassemblés ce vendredi 23 avril 2021 à 16 heures devant le siège de Grenoble-Alpes Métropole.

Les objectifs de ce rassemblement ? Dénoncer les “pannes-prisons” répétées d'ascenseurs et demander aux responsables politiques locaux de soutenir les personnes handicapées dans leur lutte pour la liberté d'aller et venir. Ce suite à un [rapport](#) intitulé « Lutter contre les ascenseurs-prisons », réalisé entre février 2020 et février 2021, qui détaille l'impact des longues pannes d'ascenseur sur les personnes handicapées. L'auteur de ce rapport ? [L'Alliance citoyenne](#).

Une association connue pour ses [actions chocs](#) visant à octroyer de nouveaux droits aux femmes voilées et qui suscite la polémique. À tel point que Gérald Darmanin a demandé en mars à la Commission européenne [d'annuler sa subvention](#).

Les élus sollicités pour palier « à une situation qui n'est plus vivable »

« Nous avons rencontré plus de 200 personnes dont plus de 40 victimes de pannes d'ascenseurs. Certaines se sont retrouvées bloquées plusieurs semaines chez elles », explique Maureen Servignat de l'AC. « Elles ne pouvaient pas sortir, aller travailler, voir leur amis... On peut comprendre qu'un ascenseur puisse tomber en panne mais tous les mois et plusieurs jours de suite, c'est incompréhensible ! »



De gauche à droite : Christian Beard, Maureen Servignat et Ghalia. © Joël Kermabon - Place Gre'net

Pour la militante, il y a urgence en la matière. « Nous souhaitons vraiment que ce sujet devienne une priorité pour les élus car il concerne tout le monde et pas seulement les personnes en situation de handicap. », explique au micro Maureen Servignat.

« En 2030, il y aura 20 millions de personnes âgées dont beaucoup se retrouveront coincées à cause des ascenseurs en pannes », appuie-t-elle.

Que demandaient les "handi-citoyens" grenoblois, ce vendredi ? Que les élus les reçoivent « *pour trouver une solution tous ensemble, parce que la situation n'est plus vivable* ». Bien qu'invités par l'association, les élus en question ne se sont pas montrés. Cependant, nous a-t-on glissé, Luis Beltran-Lopez, élu à l'accessibilité de la Ville de Grenoble, suivait le déroulé du **rassemblement en direct** sur Facebook.

« On travaille, on vote, ce serait bien qu'on nous entende ! »

Plusieurs des membres du syndicat ont tour à tour témoigné des difficultés rencontrées au quotidien lorsqu'un ascenseur ne répond plus à l'appel. Tel Christian Beard, référent communication du syndicat, qui se dit inquiet « *dès qu'il sort de son appartement* », se demandant si l'engin va fonctionner. Même son de cloche pour Ghalia. « *J'habite un logement d'Actis dans le centre-ville et, depuis octobre 2020, mon ascenseur tombe régulièrement en panne* », rapporte-t-elle.



Affiches apposées sur les vitres du siège de la Métropole. © Joël Kermabon - Place Gre'net

Conséquence ? L'obligation de prendre sur ses congés, sinon ses jours de réductions du temps de travail (RTT) ou encore de remettre à plus tard des sorties avec des amis. Voire même, plus ennuyeux, d'annuler des séances de kinésithérapie. De fait, « *près de 50 % des répondants ayant un emploi ont indiqué avoir eu des retards répétés, voire des absences dues aux pannes* », est-il indiqué dans le rapport de l'Alliance citoyenne.



Ghalia, membre du Syndicat des handi-citoyens. © Joël Kermabon - Place Gre'net

« *C'est désolant que les bailleurs sociaux ne prennent pas ça en compte. D'autant plus que l'on constate une sacrée différence avec le privé* », affirme Ghalia.

La jeune femme ne se préoccupe pas seulement de sa situation. « *Il y a des personnes âgées, en fauteuil ou pas, des mamans avec des poussettes, des personnes qui ont des problèmes respiratoires et doivent transporter leur oxygène* », énumère-t-elle.

Avant de s'insurger : « *Nous sommes peut-être une minorité, nous les personnes en*

situation de handicap, mais nous sommes aussi des citoyens : on travaille, on vote, ce serait bien qu'on nous entende ! »

Les ascenseurs, en tête des moyens de transport

C'est donc une problématique qui se répète de façon très régulière qu'ont dénoncée les militants présents. Certains vivent sous le seuil de pauvreté, le taux de chômage des personnes handicapées étant deux fois supérieur à la moyenne nationale. Or, « *ces pannes sont un frein supplémentaire dans l'accès et le maintien dans l'emploi de ces personnes* », alerte l'Alliance citoyenne.



Christian Beard, référent communication des handi-citoyens. © Joël Kermabon - Place Gre'net

De fait, d'après une enquête menée par les "handi-citoyens", « 62,9 % des 170 personnes interrogées indiquent que les pannes ont eu une conséquence sur leur vie sociale, un tiers sur leur santé, et une personne sur deux a constaté un impact sur sa vie

professionnelle ».

Une situation jugée insupportable par ces habitants qui ne veulent plus « *être prisonniers dans leurs propres logements* ».

En France, environ 100 millions de trajets par jour se font en ascenseur, ce qui en fait le premier moyen de transport. « *Il est d'autant plus important pour les 4 800 personnes se déplaçant en fauteuil roulant dans l'agglomération grenobloise* », relève l'Alliance citoyenne.

Une régie publique de gestion des ascenseurs



Que préconise le rapport de l'association? À moyen et long terme de rendre publique la gestion des ascenseurs. Cela permettrait de relocaliser les stocks de pièces de rechange dans l'agglomération grenobloise et ainsi de réduire les délais de réparation.

Mais aussi d'entretenir le patrimoine afin qu'il vieillisse mieux et soit moins sujet aux

"pannes-prisons". Le tout en vue d'obtenir un service de proximité associant les usagers et garantissant des contrats d'entretien à des tarifs "*plus justes*".

En somme, une régie publique qui serait « *une façon de protéger la liberté de mouvement des citoyens* », revendique le rapport.

Aussi, bien décidés à faire entendre leurs voix, les "handi-citoyens" demandent-ils aux élus « *d'amorcer un travail de réflexion sur les "ascenseurs-prisons" afin d'apporter des réponses durables à ce problème persistant et [de] défendre leur liberté de circuler* ».

JOËL KERMABON

¹ Ce syndicat créé en mars 2020 soutenu par l'Alliance citoyenne (AC) de Grenoble se compose de 62 adhérents et de plus de 200 personnes qui s'intéressent à ses activités..